



74^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations-Unies
Première Commission
(New York, 24 octobre 2019)

Intervention de M. Yann HWANG
Ambassadeur, Représentant permanent de la France
auprès de la Conférence du Désarmement
Chef de la délégation française

« ARMES CONVENTIONNELLES »

Monsieur le Président,

La France s'associe pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne. Je souhaite formuler à titre complémentaire les remarques suivantes.

La dissémination des armes conventionnelles est un enjeu majeur de sécurité pour toutes les régions du monde. Les dernières années ont montré l'importance du risque d'acquisition et d'utilisation de ces armes par des groupes non-étatiques.

La mobilisation de la communauté internationale ne doit donc pas faiblir car nous sommes tous concernés. Nous devons nous engager collectivement à renforcer l'universalité, le respect et l'efficacité de nos instruments de désarmement et de maîtrise des armements conventionnels.

Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, les ALPC, continue d'alimenter les conflits et d'exacerber la violence armée, d'alimenter le terrorisme et la criminalité organisée. Il

constitue une grave menace à la paix et à la sécurité internationales. Les ALPC sont aujourd'hui les armes qui font, de loin, le plus de victimes dans le monde. Elles constituent un frein au développement des Etats les plus fragiles. Le programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre (PoA), ainsi que l'Instrument international de traçage (ITI), demeurent des instruments essentiels et doivent être la pierre angulaire de nos efforts pour prévenir, éliminer et combattre les trafics illicites d'ALPC. Conformément à la décision prise lors de la troisième conférence d'examen du PoA, la prochaine réunion biennale des Etats devra notamment permettre d'approfondir les discussions sur l'enjeu central de la lutte contre le détournement.

L'accumulation et la mauvaise gestion de stocks de munitions conventionnelles constituent également une problématique majeure, du fait des risques d'explosion ou de détournement de ces munitions vers les marchés illicites. La France souhaite que le groupe d'experts gouvernementaux qui sera réuni en 2020, conformément à la résolution 72/55, permette de progresser sur ces importantes questions, et salue les travaux des consultations informelles qui se sont tenues cette année pour préparer les réunions du GGE.

Monsieur le Président,

Le Traité sur le commerce des armes, le TCA, doit permettre de mieux prévenir les flux illicites d'armes classiques. Il vise également une meilleure régulation du commerce légal, notamment en créant un partenariat de responsabilité entre exportateurs, importateurs et pays de transit, dans toutes les régions du monde.

La cinquième conférence des Etats parties au Traité sur le commerce des armes, sous la remarquable présidence lettonne, a permis de souligner la nécessité de progresser sur la mise en œuvre du Traité, notamment sur les questions de détournement, de transparence, mais aussi de violence liée au genre. Nous saluons les progrès vers la nécessaire universalisation du TCA avec l'adhésion cette année de 8 pays qui porte à 104 le nombre d'Etats parties. La poursuite de l'universalisation du TCA est essentielle pour conforter son statut de norme internationale pour la régulation du commerce des armes, et concourir au renforcement de la paix et de la sécurité

internationale. C'est d'ailleurs l'un des objectifs du programme européen d'appui au TCA (ATT-OP) auquel la France contribue activement.

Monsieur le Président,

La France est très attachée à la convention sur certaines armes classiques de 1980, la CCAC, et à ses cinq protocoles. La CCAC est en effet unique dans le paysage multilatéral, elle est la seule enceinte permettant de réunir des expertises complémentaires, qu'elles soient politiques, juridiques, militaires ou diplomatiques.

Les travaux du GGE sur les technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes qui s'est tenu durant les 3 dernières années dans le cadre de la CCAC sont le parfait exemple du très grand intérêt de cette enceinte. La France y a formulé, conjointement avec l'Allemagne, des propositions de substance. Elle a participé activement aux travaux du GGE qui ont permis de progresser vers une compréhension commune des défis relatifs aux SALA, à travers l'établissement de principes consensuels. La France salue l'accord de l'ensemble des experts gouvernementaux pour recommander aux Hautes parties contractantes de la CCAC de poursuivre les travaux dans le cadre d'un processus structuré. Car ce processus devrait permettre des progrès substantiels dans les prochaines années, pour garantir que le développement et l'usage potentiels de systèmes d'armes autonomes s'inscrivent dans le respect du droit international.

Les engins explosifs improvisés (IED) sont également traités au sein de la CCAC. Le danger représenté par ces armes acquises et utilisées par des groupes non-étatiques, est global. La mobilisation de la communauté internationale sur ce dossier est essentielle.

La France est pleinement engagée sur cette question, par son implication dans la résolution bisannuelle dédiée aux IED en Première commission, aux côtés de l'Afghanistan et de l'Australie, ou encore par les recherches qu'elle soutient sur ce sujet, à l'image du *self-assessment tool* actuellement développé par l'UNIDIR. En outre, au sein de la CCAC, la France, coordonne depuis de nombreuses années le groupe d'experts sur les IED. L'événement parallèle

qu'elle a organisé en marge de la première commission le 21 octobre sur les attentats suicide, a montré l'importance de cette menace, face à laquelle seule une logique de prévention sera efficace.

La France est également attachée aux normes de droit international humanitaire, notamment le premier protocole additionnel aux Conventions de Genève. Afin de renforcer la protection des civils face aux conséquences d'un usage indiscriminé et disproportionné des armes, notre priorité doit être l'universalisation des instruments existants de droit international humanitaire et la mise en œuvre effective des principes qu'ils énoncent, en particulier ceux de distinction entre la population civile et les combattants, ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires, de précaution, de proportionnalité et d'interdiction des maux superflus et des souffrances inutiles.

Monsieur le Président,

Il est aussi de notre responsabilité collective de continuer à plaider pour un haut niveau d'ambition, en continuant à pousser pour l'universalisation de la Convention d'Oslo interdisant les armes à sous-munitions, ainsi que pour celle de la Convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel.

Un mot avant de conclure, Monsieur le Président, sur les difficultés financières qui grèvent les conventions du désarmement et ont empêché la tenue, dans des conditions satisfaisantes, de plusieurs réunions importantes cette année. Cela doit cesser. Les Etats doivent verser leurs contributions, et s'en acquitter en temps et en heure, afin de mettre un terme à la crise alarmante que connaissent les conventions du désarmement.

Je vous remercie./.



74th session of the United Nations General Assembly
First Committee
(New York, 24 October 2019)

Address by Mr Yann Hwang
Ambassador and Permanent Representative of France
to the Conference on Disarmament
Head of the French Delegation

CONVENTIONAL WEAPONS

Mr Chair,

France fully associates itself with the statement of the European Union. I would also like to make the following additional remarks.

The dissemination of conventional weapons is a major security challenge for all regions of the world. Recent years have shown the significant risk of non-State groups, including terrorist groups, acquiring and using these weapons.

The efforts of the international community should not abate: this issue concerns all of us. We must make a collective commitment to boost the universality, respect and effectiveness of our instruments for disarmament and conventional arms control.

The illicit trade in small arms and light weapons (SALW) continues to feed conflict, exacerbate armed violence and fuel terrorism and organized crime. It constitutes a grave threat to international peace and security. SALW are today those that kill the most people worldwide. They are a brake to the development of the most fragile States. The UN Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons (PoA) and the International Tracing Instrument (ITI), are still essential instruments and must be the cornerstone of our efforts to prevent, eliminate and fight illegal trafficking of SALW and their munitions. In accordance with the decision made during the third PoA review conference, the next biennial meeting of States should help to deepen discussions on the central issue of fighting the diversion of these weapons to unauthorized final users.

Accumulation and poor management of conventional weapons stocks are also a major issue, due to the risk of these munitions exploding or being diverted to illegal markets. France hopes that the Group of Governmental Experts which will meet in 2020, in accordance with Resolution 72/55, will help to make progress on this important issue, and welcomes the work of the informal consultations which were held this year to prepare the GGE meetings.

Mr Chair,

The Arms Trade Treaty (ATT) helps prevent illegal flows of traditional weapons. It also aims to better regulate legal trade, particularly by creating a responsibility partnership between exporters, importers and transit countries worldwide.

The fifth Conference of the States Parties to the Arms Trade Treaty, which was held under the remarkable presidency of Latvia, helped to highlight the need to make progress on implementing the Treaty, particularly regarding issues of diversion, transparency and gender-based violence. We welcome the progress towards universalization of the ATT which with believe is essential with 8 countries joining this year to take the total to 104 States Parties. Working to ensure all countries adopt the ATT is essential to bolster its status as an international standard for regulating the global weapons trade and to help strengthen international peace and security. This is one of the objectives of the European ATT Outreach Project in which France plays an active role.

Mr Chair,

France gives great importance to the 1980 Convention on Certain Conventional Weapons, the CCW, and its five protocols. The CCW is unique in the multilateral landscape because it is the only forum which brings together complementary expertise whether it be political, legal, military or diplomatic.

The GGE's work over the last three years within the framework of the CCW on emerging technologies in the field of lethal autonomous weapons systems are the perfect example of the exceptional importance of this forum. France, together with Germany, made substantive proposals within the GGE. It actively participated in the GGE's work which helped progress to be made towards a common understanding of the challenges relating to LAWS, by establishing consensual principles aimed at regulating the development and use of autonomous weapons systems. Within the framework of the Alliance for Multilateralism, which France launched jointly with Germany in April this year, France calls on States to promote these principles and continue to work on and expand them. France welcomes the agreement of all governmental experts to recommend that the CCW High Contracting Parties continue to work within a structured process. This process should yield substantial progress in the coming years, to ensure that the development and potential use of autonomous weapons systems take place in accordance with international law.

The CCW also deals with improvised explosive devices (IEDs). These weapons are acquired and used by non-State groups which presents a global threat. The international community's mobilisation on this issue is essential.

France is fully committed to this issue, through its involvement in the biennial resolution on IEDs in the First Committee, alongside Afghanistan and Australia, as well as through support for research on this issue such as the self-assessment tool being developed by the UNIDIR. Furthermore, within the CCW, France has been coordinating the IED expert group for many years. The side event on suicide attacks that it organized alongside the first committee on 21

October 2018 recalled the importance of this threat for which prevention is the only effective solution.

France also gives great importance to international humanitarian law, particularly the first additional protocol to the Geneva Conventions. In order to enhance protection of civilians against the consequences of indiscriminate and disproportionate weapons use, we must first focus on universal adhesion to existing instruments of international humanitarian law and the effective implementation of the principles therein, particularly the distinction between civilian populations and combatants, as well as between civilian assets and military targets, and the principles of precaution, proportionality and the prohibition on the use of weapons of a nature to cause superfluous injury or unnecessary suffering. To ensure that these principles are respected, particularly during operations in urban areas, France invites States to adopt and implement concrete measures at the national level aiming for reasonable use of force, by adapting the means of action to urban contexts, applying appropriate rules of use and taking action to help civilian populations. France encourages the exchange of best practices in these fields, and commends the workshop organized by the UNIDIR on 24 September 2019, in order to facilitate dialogue and identify practical options to bolster policies on protection of civilians.

Mr Chair,

It is also our collective responsibility to continue to fight for a high level of ambition, by continuing to push for the universalization of the Oslo Convention prohibiting cluster munitions and the Ottawa Convention prohibiting anti-personnel landmines.

Chair, I would quickly like to mention before I finish the financial difficulties which are putting strain on the disarmament conventions which prevented several important meetings from being held in satisfactory conditions this year. This has to stop. States must pay their contributions, and pay them on time, in order to put an end to this alarming crisis that the disarmament conventions are currently going through.

Thank you.